

Le 26 janvier 2009,

## **Communiqué de presse**

**François ASENSI, Député de Sevrans-Tremblay-en-France-Villepinte,**

**Stéphane GATIGNON, Maire de Sevrans.**

### *Création d'une UTEQ à Sevrans : le Gouvernement doit tenir parole*

La ministre de l'intérieur avait annoncé le 20 mai dernier la création d'une Unité Territoriale de Quartier (UTEQ) à Sevrans, en réponse à une intervention à l'Assemblée nationale par le Député F.Asensi.

Mme Alliot-Marie a confirmé cet engagement lors d'une visite en Seine-Saint-Denis en octobre 2008, et a annoncé la mise en place de l'UTEQ de Sevrans dès l'année 2009.

Aussi, Monsieur le Député et Monsieur le Maire de Sevrans ont appris avec indignation et étonnement que la ville de Sevrans ne faisait pas partie des créations d'UTEQ au titre de l'année 2009. Parmi les 25 nouvelles créations d'unité, aucune ne s'implantera en Seine-Saint-Denis, alors que les dernières statistiques indiquent une recrudescence du nombre de vols avec violences dans le département.

La police de proximité, en lien avec un travail de prévention et de dynamisation du lien social, est l'un des maillons essentiels de la sécurité de nos concitoyens.

En 2003, Monsieur le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy avait pourtant supprimé ce dispositif et tourné en dérision la mission pédagogique et sociale des agents de police de proximité au profit d'une idéologie du « tout sécuritaire ».

Les élus ont ainsi accueilli favorablement la mise en place des Unités Territoriales de Quartier en 2008, et la reconnaissance tardive par le Président de la République de la valeur de ce travail de proximité, indispensable pour instaurer une relation de bonne entente entre les forces de l'ordre et les citoyens.

Le premier bilan des UTEQ créées dans le département est d'ailleurs largement positif.

Rien ne justifie que Sevrans ne bénéficie pas au plus vite de dispositif. Les difficultés rencontrées par la police pour sécuriser la ville, malgré la qualité de ses agents, pointent la nécessité de ce maillon supplémentaire.

Délaissée par l'Etat qui n'assume pas ses missions régaliennes et confrontée à une situation sociale sensible, la ville de Sevrans doit bénéficier au plus tôt de ce dispositif.

Stéphane Gatignon et François Asensi demandent à la Ministre de l'Intérieur le respect de l'engagement pris devant les citoyens sevransais et la représentation nationale.

**François Asensi, Député-maire de Seine-Saint-Denis**

**Stéphane Gatignon, Maire de Sevrans, Conseiller général de  
Seine-Saint-Denis**